

Convention collective régionale

**IDCC : 8113. – EXPLOITATIONS DE MARAÎCHAGE, ARBORICULTURE,
HORTICULTURE, PÉPINIÈRES ET CRESSICULTURE
(Ile-de-France)**

(8 septembre 2006)

(Étendue par arrêté du 10 janvier 2007,
Journal officiel du 4 février 2007)

AVENANT N° 10 DU 27 JUIN 2017

À L'ACCORD « PRÉVOYANCE » DU 30 JANVIER 2008

NOR : AGRS1797243M
IDCC : 8113

Entre

FRSEA d'Ile-de-France,

D'une part, et

SNCEA CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, la clause de revalorisation des prestations incapacité de travail temporaire et permanente doit être dorénavant déterminée au niveau de l'institution et non plus par la MSA. Le présent avenant intègre cette modification.

De plus, les cotisations évoluent en fonction de l'équilibre du régime.

Article 1^{er}

Dans le troisième alinéa de l'article 2 de l'accord, intitulé « Incapacité temporaire » la troisième condition de versement des indemnités journalières complémentaires :

« – les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales » est supprimée.

Article 2

Le troisième alinéa de l'article 3 de l'accord intitulé « Incapacité permanente (invalidité) » :

« Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales » est supprimé.

Article 3

L'article 3 *bis* ci-dessous est ajouté :

« Article 3 *bis*

À la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations incapacité de travail temporaire et permanente est examinée par le conseil d'administration de l'institution, lequel fixe, pour l'exercice suivant, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service. »

Article 4

L'alinéa 4 de l'article 7 de l'accord intitulé « Cotisations et organisme gestionnaire » est modifié comme suit :

Les cotisations avec portabilité incluse sont réparties comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,77	0,35 ^(*)	0,42
Invalidité	0,37	0,30	0,07
Décès	0,43	0,43	–
Total	1,57	–	–
Assurance des charges sociales patronales	0,11	0,11	–
Total	1,68	1,19	0,49

(*) Cette cotisation de 0,35 % correspond au financement des dispositions sur la mensualisation prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail, ainsi qu'au financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle.

Article 5

Après le 1^{er} alinéa de l'article 9 de l'accord, intitulé « Révision dénonciation » le deuxième tiret est réécrit ainsi :

« – il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité ; »

Article 6

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le premier jour du trimestre suivant la parution de son arrêté d'extension et au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance du 30 janvier 2008.

Fait à Paris, le 27 juin 2017.

(Suivent les signatures.)